

Un Printemps...particulier

S'il fut salué par de belles et paisibles processions, l'anniversaire 2018 du Printemps berbère n'a pas réuni les foules de ses grands crus. L'afflux populaire a, certes, été rendu difficile par l'étranglement policier des voies d'accès vers les villes et les lieux de rassemblement.

Mais il semble aussi que depuis l'officialisation de la langue amazighe, un sentiment de cause gagnée a traversé la base populaire de la revendication linguistique et culturelle. Un effet de langueur a succédé à l'effet de sidération provoqué par la concession politique, fût-elle le fait d'un régime idéologiquement pas taillé pour accéder à la légitimité d'une telle aspiration. L'impact psychologique de cette consécration constitutionnelle a été prolongé par la décision d'officialisation de Yennayer, l'annonce de mise sur pied de l'académie de langue amazighe et les gages de sérieux dans l'effort — peut-être encore insuffisant — d'extension de l'enseignement de tamazight à l'école publique.

Ces concessions arrivent plutôt tard, après de longues décennies de déni d'histoire et d'identité, de répression politique et linguistique, de mutilation culturelle, de harcèlement policier des activistes berbérophones, kabyles en particulier. Peut-être trop tard, lorsqu'on observe la forme prise par le contenu revendicatif en Kabylie. On peut même soupçonner que les avancées consenties à la question amazighe sont venues contenir l'évolution "particulariste" que celle-ci a connue ces dernières années. Certes, il n'y a pas lieu de sous-estimer l'acquis, même s'il est le résultat d'un réalisme tactique, justement parce qu'il est surtout le fruit historique d'un long et rude combat de générations successives. Mieux vaut y lire l'issue, pas encore accomplie, de la confrontation millénaire entre une réalité civilisationnelle et une succession d'invasions idéologiques totalitaires que de s'attarder à y déchiffrer la tortueuse arithmétique d'un régime en constante manœuvre de survie.

Depuis l'indépendance, le pouvoir, dans toutes ses nuances, a réservé un traitement strictement répressif à la revendication identitaire. Et lorsque les luttes politiques l'ont contraint à leur prise en compte, à partir de 1988 notamment, il a ajouté la manipulation à sa boîte à outils. Il a ainsi cru tarir le potentiel humain de revendication identitaire dans la foulée de son entreprise de corruption générale de la vie politique et de clientélisation d'une partie de la société civile et politique régionale. L'effet en fut l'émergence d'une revendication plus radicale, de nature dissidente. Depuis quelques années, le 20 Avril, on manifeste aussi pour l'autonomie, l'indépendance et autres statuts particularistes. Et cette année, il n'y en avait que pour cela.

On peut y voir l'expression de desseins sournois étrangers confiés à la sous-traitance d'irresponsables agitateurs locaux.

La riposte des régimes à ce genre de mouvement et à leurs initiateurs a toujours et partout été de les accabler du statut de manipulés que des puissances ennemies embarquent dans leurs malveillants projets.

Mais le fait est qu'un projet, une fois conçu, son premier succès réside dans ce qu'il devient concevable. Et c'est le cas, au vu de l'adhésion que suscitent les slogans autonomistes-indépendantistes en la circonstance.

Or, pour l'heure, le pouvoir lui oppose l'arme de la vindicte et la répression. Dont on connaît les dégâts, à court terme, et l'inefficacité, à long terme.

M. H.